



Déclaration de la CGT

« Non » à l'extrême droite, pour la justice et l'égalité ! Appel unitaire à rassemblements le samedi 16 avril partout en France et à Paris à 14h place de la Nation

L'extrême droite est à nouveau présente au second tour de l'élection présidentielle, forte d'un niveau de voix jamais atteint. Nous refusons de la voir accéder au pouvoir.

Les causes en sont diverses et anciennes, elles ont été analysées et sont connues. Les responsabilités sont à chercher du côté des politiques ultralibérales menées depuis des années qui ont exacerbé les injustices et les inégalités sociales, enfoncé des territoires et des populations dans la précarité et le désarroi. Nos organisations les ont combattues, comme elles ont dénoncé les attaques portées contre les libertés. Elles les dénonceront encore demain, sans désespérer face à l'adversité.

L'urgence, aujourd'hui, c'est d'affirmer collectivement la force des idées et des valeurs qui nous rassemblent. Elles sont constitutives de la démocratie et totalement incompatibles avec la haine, la xénophobie, la démagogie nationaliste et la mise en opposition de tous contre tous que portent les mouvements d'extrême droite.

En rejetant Marine Le Pen, il s'agit d'empêcher l'avènement d'un projet de société destructeur de l'État de droit, de la république démocratique sociale et solidaire que nous défendons chaque jour. Il s'agit de dénoncer son programme trompeur qui frapperait durement les plus faibles, les plus démunis, les femmes, les personnes LGBTI ou étrangères.

Ensemble, nous voulons réaffirmer que la devise « *Liberté, Egalité, Fraternité* » doit, plus que jamais, rester à l'ordre du jour, pour toutes et tous, sans exclusive ni distinction. Dans la diversité de nos approches et formes d'actions, nous voulons construire un destin commun de justice sociale et environnementale autour de l'égalité des droits, par le débat démocratique, un dialogue social et civil renforcé, un État de droit qui garantisse pleinement nos libertés, une République laïque et solidaire, protectrice de l'arbitraire, riche de services publics confortés, reconnus, bénéficiant des moyens de leur pleine efficacité.

Cette ambition commune serait gravement mise en cause avec l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

C'est pourquoi, ensemble, nous invitons chacune et chacun à participer à de larges rassemblements populaires dans toutes les communes de France et à Paris, le samedi 16 avril 2022 autour d'un même appel.

« Contre l'extrême droite et ses idées, pas de Marine Le Pen à l'Élysée »

Montreuil, le 14 avril 2022

Premiers signataires :

Ligue des droits de l'Homme (LDH), Confédération générale du travail (CGT), Confédération paysanne, Fédération des associations générales étudiantes (Fage), Fédération syndicale unitaire (FSU), Fédération syndicale étudiante (FSE), Mouvement national lycéen (MNL), Syndicat des avocats de France (Saf), Syndicat de la magistrature (SM), Union nationale des étudiants de France (Unef), Union syndicale Solidaires, Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa), ActionAid France, Amis de la Terre France, APF France handicap, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association des familles des prisonniers et disparus Sahraouis (AFAPREDESA), Association des femmes de l'Europe méridionale (Afem), Association de promotion des cultures et du voyage, Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Attac France, Campagne antiracisme et solidarité, Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Ceméa), Centre de recherche et d'information et de développement (Crid) La Cimade, Coalition libertés associatives, Collectif Chabatatz d'entrar de la Haute-Vienne, Collectif Front populaire écologique, Collectif Ganges solidarités (CGS), Collectif ivryen de vigilance contre le racisme (CIVCR), Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), Collectif les Outils du soin, Collectif pour l'avenir des foyers (Copaf), Collectif Unis pour le climat, Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep), Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), Droit au logement (Dal), Education World 86, Fasti, Fédération Citoyens & Justice, Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), Fédération nationale des Francas, Fédération des mutuelles de France, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), France Amérique Latine (Fal), Front social (FS), Greenpeace France, Groupe accueil et solidarité (Gas), HES LGBTI+, Inter-LGBT, Jeunesse au plein air (JPA), Ligue de l'enseignement, Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie (LFID), Marche mondiale des femmes France, Marche des solidarités, Mémorial 98, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Mouvement de la Paix, Observatoire national de l'extrême-droite, Oxfam France, Osez le féminisme, Planning familial, Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (RAAR), Réseau Euromed France (Ref), Réseau Féministe « Ruptures », Solidarité Laïque, SOS Racisme, Tous Migrants, Union fédérale d'intervention des structures culturelles (Ufisc), Union juive française pour la paix (UJFP), Uniopss, 350.org.